

Informations de base	
2025/2576(DEA) DEA - Procédure d'acte délégué	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Informations à notifier dans le cadre des systèmes de compte rendu des navires	
Complétant 2000/0325(COD) Subject 3.20.03.01 Sécurité maritime	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>TRAN</div> Transports et tourisme		

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
19/02/2025	Publication du document de base non-législatif	C(2025)01012	Résumé
19/02/2025	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 2 mois		
12/03/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
29/04/2025	Pas d'opposition à l'acte délégué par le Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2576(DEA)
Type de procédure	DEA - Procédure d'acte délégué
Sous-type de procédure	Examen d'un acte délégué
Modifications et abrogations	Complétant 2000/0325(COD)
État de la procédure	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Dossier de la commission	TRAN/10/02207

Portail de documentation			
Commission Européenne			
Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif	C(2025)01012	19/02/2025	Résumé

Document annexé à la procédure	C(2025)5126	18/07/2025	

Informations à notifier dans le cadre des systèmes de compte rendu des navires

2025/2576(DEA) - 19/02/2025 - Document de base non législatif

La présente **directive déléguée** modifie l'annexe I de la [directive 2002/59/CE](#) du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations à notifier dans le cadre des systèmes de compte rendu des navires en vue d'atténuer les risques associés à la «flotte fantôme» et de faire prévaloir un système de transport maritime plus sûr et plus respectueux de l'environnement.

Contexte

La directive 2002/59/CE vise à renforcer la sécurité maritime, prévenir la pollution et améliorer l'efficacité du trafic en imposant aux navires de notifier certaines informations aux autorités compétentes. La directive 2009/20/CE, quant à elle, impose aux propriétaires de navires une assurance pour les créances maritimes.

La «**flotte fantôme**» - dont le nombre a augmenté de 70% au cours des dernières années pour atteindre quelque 600 bâtiments et qui comprend souvent des navires ne respectant pas les normes - présente des risques considérables pour la sécurité maritime et les écosystèmes marins. Le fonctionnement opaque de la «flotte fantôme» crée des difficultés, notamment pour établir et vérifier le statut des certificats, y compris les certificats d'assurance. L'augmentation du transport de pétrole par ces navires dangereux et non assurés compromet le respect des normes de sécurité et environnementales en vigueur dans le cadre des instruments élaborés par l'OMI.

Les exigences existantes **ne couvrent pas de manière adéquate** les situations dans lesquelles des navires, quel que soit leur pavillon, naviguent le long des côtes des États membres, en transit, mais ne pénètrent dans aucun port d'un État membre.

Les évolutions récentes au niveau international soulignent la nécessité de **prendre des mesures fortes** pour faire face aux risques présentés par les navires non assurés et dangereux. Une résolution de l'OMI (décembre 2023) demande instamment que des mesures soient prises pour prévenir les opérations illégales menées dans le secteur maritime par les navires «non déclarés» ou «fantômes».

Dans son annexe I, la directive 2002/59/CE décrit le type d'informations que les navires doivent fournir aux autorités via les systèmes de compte rendu applicables. Afin de répondre à l'évolution des besoins opérationnels et de sécurité, il est nécessaire de modifier cette annexe afin d'y inclure de nouvelles informations, plus précisément celles concernant les certificats d'assurance, considérées comme déterminantes pour garantir la sécurité maritime, la protection de l'environnement et une réaction efficace aux situations d'urgence.

Contenu

La présente directive déléguée vise à **modifier l'annexe I de la directive 2002/59/CE**. Son objectif est de renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement en exigeant que les navires, y compris ceux qui naviguent le long des côtes des États membres de l'UE sans entrer dans leurs ports, fournissent **la preuve de certificats d'assurance et de garanties financières**. Cette pratique améliorera la surveillance et, le cas échéant, les enquêtes sur les navires non assurés et dangereux, en particulier ceux transportant du pétrole et d'autres marchandises dangereuses et ceux appartenant à la «flotte fantôme», dont le nombre a augmenté en raison de conflits géopolitiques.

En outre, la présente directive déléguée alignera la législation de l'UE sur les normes internationales, en intégrant les évolutions récentes au niveau mondial et en assurant la cohérence avec les normes établies par l'Organisation maritime internationale (OMI).